

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

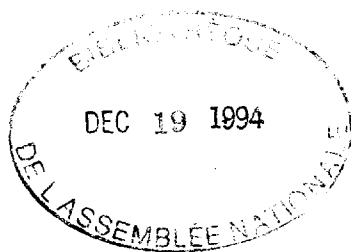
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 47

Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines

Présentation

**Présenté par
M. François Gendron
Ministre des Ressources naturelles**



**Éditeur officiel du Québec
1994**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi concernant les droits sur les mines afin de donner suite au Discours sur le budget du 12 mai 1994. Les mesures introduites comprennent notamment :

– l'amortissement accéléré à 100 % du coût en capital des biens régulièrement utilisés dans l'exploitation minière ;

– l'admissibilité en déduction des dépenses financées à l'aide d'une émission d'actions accréditives en faveur d'une corporation ;

– le remplacement de l'allocation pour investissement de 33 ⅓ % par une allocation additionnelle de 50 % pour des frais engagés à l'égard de certains travaux d'exploration ;

– l'introduction de dispositions relatives au roulement des comptes fiscaux lors d'une fusion ou d'un transfert d'actifs entre personnes liées ;

– l'impossibilité de saisir ou de céder toute somme due à titre de remboursement en vertu de la présente loi ;

– la limitation du crédit de droits remboursable pour perte aux seuls frais d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier ;

– l'abolition du minimum de 15 % du profit annuel applicable à l'égard de l'allocation pour traitement et la prise en compte de cette allocation dans un contexte de perte annuelle ;

– l'abolition du crédit de droits annuel de 90 000 \$ ainsi que du crédit de droits pour perte ;

– l'harmonisation du mode de calcul des intérêts et de leurs taux à ceux appliqués en vertu de la Loi sur les impôts ;

– la réduction à 12 % du taux d'imposition du profit annuel.

Ce projet de loi prévoit également des mesures additionnelles pour protéger la confidentialité des renseignements et pour conclure des échanges de réciprocité avec une autre administration à qui incombe l'application d'une loi prélevant des droits, des redevances ou des impôts.

Enfin, ce projet de loi contient des modifications de concordance et des dispositions de nature transitoire.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

– Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15).

Projet de loi 47

Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) est remplacé par le suivant:

« **1.** Dans la présente loi, on entend par:

«affinage» tout traitement du produit d'une fonte ou d'une concentration dans le but d'éliminer les impuretés et dont le produit est un métal d'un très haut degré de pureté;

«aide gouvernementale» une aide qui provient, directement ou indirectement, d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, que ce soit sous forme de subvention, de prime, de prêt à remboursement conditionnel, d'une déduction d'impôt, ou sous toute autre forme, sauf une aide exclue par règlement du gouvernement;

«amas minéralisé» une quantité de substance minérale ayant des limites physiques connues;

«aménagement minier» l'ensemble des travaux qui font suite aux travaux de mise en valeur et qui ont pour objet la mise en production d'un gisement situé au Québec, si ces travaux sont les suivants:

1° l'enlèvement, dans une fosse à ciel ouvert, du mort-terrain et de la roche stérile situés au-dessus d'un gisement;

2° le fonçage de puits, de rampes, de galeries, de cheminées et autres ouvrages d'aménagement minier connexes, sauf des travaux effectués pour pratiquer de telles ouvertures dans une zone minéralisée, ou débouchant dans celle-ci lorsque la longueur totale de l'ouverture est inférieure à 20 mètres;

« bien de service » un bien, autre qu'un chemin de fer qui n'est pas situé à la mine, acquis dans le but de réaliser ou de produire un revenu d'une mine et de fournir des services à celle-ci ou à une agglomération où résident une proportion importante de personnes qui travaillent ordinairement à la mine, si ce bien est l'un des suivants :

1° un aéroport, un barrage, un bassin, un poste d'incendie, un pipeline pour le gaz naturel, une ligne de transport d'énergie, une usine de traitement des eaux d'égout, un égout, un réseau d'éclairage des rues, une conduite d'eau, une station de pompage d'eau, un réseau de distribution d'eau, un quai, ou un bien semblable ;

2° un chemin, un trottoir, une piste d'envol, un parc de stationnement, une aire d'emmagasinage, ou une semblable construction de surface ;

3° une machine ou du matériel accessoires d'un bien visé dans les paragraphes 1° ou 2° ;

« concentration » tout traitement d'un minerai ou d'un résidu minier pour séparer une substance minérale de sa gangue et en obtenir un concentré ;

« cotisation » une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire ;

« élément d'actif utilisé dans le traitement » un élément d'actif amortissable d'un exploitant, situé au Québec et utilisé dans l'exploitation minière, qui constitue la totalité ou une partie d'un bâtiment dans lequel il effectue la concentration, la fonte ou l'affinage d'une substance minérale, et tout équipement qu'il utilise presque exclusivement pour ces activités, autre qu'un bien servant au transport de la substance minérale en dehors de la mine ;

« exploitant » une personne ou une société, à l'exception d'une société en participation, qui effectue des travaux d'exploitation minière, soit seule ou avec d'autres, soit par l'intermédiaire d'un mandataire, sur un terrain situé au Québec ou dans une mine dont elle est la propriétaire, la locataire ou l'occupante ;

« exploitation minière » l'ensemble des travaux reliés aux différentes phases du processus de développement minéral, soit l'exploration, la mise en valeur, l'aménagement minier, le réaménagement ou la restauration d'un terrain, l'extraction de minerai du sol du Québec ainsi que son traitement, lequel consiste en de la concentration, de la fonte ou de l'affinage, jusqu'à un stade qui

n'est pas postérieur au stade du métal brut ou l'équivalent, et le traitement des résidus miniers du Québec, mais qui ne comprend pas les travaux suivants :

1° les travaux réalisés pour un tiers;

2° les travaux reliés à des substances minérales dont la valeur au puits est assujettie à la redevance à laquelle il est fait référence à l'article 204 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1);

3° les travaux effectués après le 17 octobre 1990 à l'égard de substances minérales de surface, telles que définies à l'article 1 de la Loi sur les mines, ou de substances minérales dont le droit a été abandonné au propriétaire du sol tel que mentionné à l'article 5 de cette loi;

« exploration » l'ensemble des travaux qui sont effectués en surface pour la recherche et l'identification de substances minérales au Québec, jusqu'à ce qu'un amas minéralisé soit circonscrit, si ces travaux sont les suivants :

1° les levés géologiques;

2° les levés géophysiques aéroportés ou au sol;

3° les analyses photogéologiques;

4° les levés géochimiques et biogéochimiques;

5° le décapage de mort-terrain;

6° le creusage de tranchées;

7° l'échantillonnage et les analyses;

8° le forage au diamant, à percussion ou à circulation inversée;

9° tout autre travail de surface essentiel à la recherche et à l'identification d'un amas minéralisé;

« fonte » tout traitement d'un minerai ou d'un concentré au cours duquel la charge est fondue et transformée chimiquement pour donner une scorie et une matte ou un métal contenant des impuretés;

« fusion » l'unification de plusieurs corporations, ci-après appelées « corporations remplacées », qui sont remplacées pour former une seule entité corporative, ci-après appelée « nouvelle corporation », laquelle est formée autrement que par l'acquisition de biens d'une

autre corporation ou par l'attribution de biens d'une autre corporation en liquidation ;

« gisement » un volume de minerai dont les limites physiques sont connues ;

« mine » un ensemble industriel situé au Québec ayant pour objet l'extraction et le traitement de substances minérales, et qui peut comprendre une usine de traitement du minerai, un laboratoire et diverses infrastructures, telles que des installations portuaires et ferroviaires, et un campement ;

« minerai » une substance minérale qui peut être exploitée dans le but d'en obtenir un produit commercial ;

« mise en valeur » l'ensemble des travaux, à l'exception des travaux qui font suite à une décision de mise en production du gisement, qui ont pour objet l'évaluation technique et économique d'un amas minéralisé en vue d'identifier un gisement situé au Québec, si ces travaux sont les suivants :

1° les travaux d'exploration de surface visant à préciser davantage les paramètres techniques et économiques d'un amas minéralisé ;

2° le fonçage de rampes, de galeries à flanc de coteau, de puits, de galeries, de cheminées et autres ouvrages connexes nécessaires à l'évaluation souterraine des réserves d'un amas minéralisé ;

3° l'extraction souterraine ou en surface d'un échantillon global et le test dans une usine ou dans un laboratoire afin de vérifier les résultats de sondage et de déterminer les conditions optimales d'extraction et de traitement ;

4° la détermination des technologies d'extraction minière et minéralurgiques ;

5° les études techniques et économiques nécessaires à une prise de décision en vue d'une mise en production du gisement ;

6° les autres travaux essentiels à l'identification du gisement ;

« substance minérale » une substance minérale naturelle, qu'elle soit solide, gazeuse ou liquide, à l'exception de l'eau, y compris une substance organique fossilisée ou un résidu minier provenant d'une mine. ».

2. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « entreprise » par les mots « exploitation minière ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant :

« **2.1** Dans l'éventualité où un exploitant cesse pour une période indéterminée toutes les activités qui se rapportent à son exploitation minière, l'exercice financier de l'exploitant est réputé se terminer immédiatement avant le moment où cessent les activités et, aux fins de déterminer son exercice financier après ce moment, l'exploitant est réputé ne pas avoir établi un exercice financier pour son exploitation minière avant ce moment. ».

4. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **5.** Un exploitant doit payer, pour un exercice financier, des droits sur son profit annuel pour cet exercice financier. ».

5. L'intitulé de la section I du chapitre III de cette loi est remplacé par le suivant :

« RÈGLES RELATIVES AU CALCUL DU PROFIT ANNUEL ».

6. L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **6.** La valeur brute de la production annuelle pour un exercice financier est la valeur réelle des substances minérales, provenant de l'exploitation minière d'un exploitant, qui sont aliénées ou utilisées par lui, dans l'exercice financier, au prix du marché au moment de leur aliénation ou de leur usage. Toutefois, la valeur réelle des substances minérales ne comprend pas un gain ou une perte résultant d'une opération de couverture ou de nature spéculative. ».

7. L'article 7 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « vendues, expédiées » par le mot « aliénées » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « brute », des mots « de la production annuelle ».

8. L'article 8 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **8.** Sous réserve de l'article 8.0.1, le profit annuel d'un exploitant, pour un exercice financier, est l'excédent de :

1° l'ensemble des montants suivants:

a) la valeur brute de la production annuelle de l'exploitant pour cet exercice financier;

b) un montant, autre qu'une aide gouvernementale, reçu ou à recevoir par l'exploitant, au cours de l'exercice financier, d'une personne ou d'une société, en raison d'une dépense engagée par l'exploitant pour un exercice financier donné et qui est une dépense déduite dans le calcul du profit annuel pour l'exercice financier donné ou une dépense qui est prise en compte pour l'exercice financier donné, pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1;

c) le montant déterminé à l'article 10.2 ou 10.3 pour cet exercice financier; sur

2° l'ensemble des montants suivants:

a) l'ensemble des dépenses dont chacune est une dépense engagée par l'exploitant à l'égard d'une exploitation minière, pour l'exercice financier, dans la mesure où cette dépense a été engagée pour réaliser la valeur brute de la production annuelle provenant de cette exploitation minière et pour autant que cette dépense s'y rapporte directement;

b) l'ensemble des dépenses dont chacune est une dépense engagée par l'exploitant, pour l'exercice financier, pour des travaux de recherche scientifique et de développement expérimental effectués au Canada, dans la mesure où elle peut être considérée comme se rapportant à l'exploitation minière de l'exploitant;

c) l'ensemble des dons dont chacun est un don fait au Québec par l'exploitant au cours de l'exercice financier, à des fins culturelles, d'enseignement ou de charité, dans la mesure où ce don est visé par l'un des paragraphes *a* à *f* de l'article 710 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) et sous réserve que l'ensemble de ces dons n'excède pas 10 % du profit annuel, déterminé sans tenir compte du présent sous-paragraphe et des sous-paragraphes *f* à *h*;

d) sous réserve des articles 8.6 et 14, le montant, déterminé conformément à l'article 10, que réclame l'exploitant, pour l'exercice financier, à titre d'allocation pour amortissement;

e) le montant, déterminé conformément à l'article 16, que réclame l'exploitant, pour l'exercice financier, à titre d'allocation pour exploration, mise en valeur et aménagement minier;

f) le montant, déterminé conformément à l'article 17, que réclame l'exploitant, pour l'exercice financier, à titre d'allocation pour investissement;

g) le montant, déterminé conformément à l'article 19.1, que réclame l'exploitant, pour l'exercice financier, à titre d'allocation additionnelle pour exploration;

h) le montant, déterminé conformément à l'article 21, que réclame l'exploitant, pour l'exercice financier, à titre d'allocation pour traitement;

i) le montant déterminé conformément à l'article 10.4 ou 10.5 pour l'exercice financier.

«**3.0.1** Pour l'application de l'article 8, un exploitant ne peut déduire, dans le calcul de son profit annuel, pour un exercice financier:

1° une dépense, sauf dans la mesure où elle a été engagée par l'exploitant à l'égard d'une exploitation minière pour réaliser la valeur brute de la production annuelle provenant de cette exploitation minière et pour autant que cette dépense s'y rapporte directement;

2° une dépense dans la mesure où il peut raisonnablement être considéré qu'un montant est reçu ou est à recevoir par l'exploitant, à l'égard de cette dépense, à titre d'aide gouvernementale;

3° des frais de constitution, d'organisation ou de réorganisation;

4° une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital ou une allocation pour amortissement, désuétude ou épuisement, sauf en autant que permis par les articles 10, 17 et 21;

5° une redevance payée ou payable eu égard à la production;

6° une prime ou une cotisation versée à l'égard d'un contrat d'assurance, sauf lorsque le contrat d'assurance a pour objet un bien régulièrement utilisé dans l'exploitation minière ou une personne, autre qu'un dirigeant ou un administrateur, qui est un employé de l'exploitant et dont les tâches se rapportent à l'exploitation minière;

7° des frais de financement;

8° un montant payé ou payable en vertu de la présente loi;

9° des taxes sur les profits et sur le capital, des impôts sur les revenus en vertu d'une loi fédérale, provinciale ou d'un pays étranger

et des honoraires professionnels engagés à l'égard d'une opposition ou d'un appel d'une cotisation prévus par une de ces lois;

10° une réserve ou une provision, sauf celle prescrite par règlement du gouvernement;

11° un montant visé au paragraphe 3° de l'article 16.3; et

12° une perte résultant d'une opération de couverture ou de nature spéculative. ».

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8.1, des suivants:

«**8.2** Un montant dont la présente loi autorise la déduction relativement à un déboursé ou une dépense ne peut être déduit que dans la mesure où ce déboursé ou cette dépense est raisonnable dans les circonstances.

«**8.3** Pour l'application de la présente loi, à l'exception des articles 35.3, 35.4 et 35.5, un déboursé ou une dépense découlant d'une opération avec une personne liée à l'exploitant est réputé ne pas excéder la juste valeur marchande d'un bien ou d'un service fourni lorsque ce déboursé ou cette dépense est supérieur à cette valeur; d'autre part, un exploitant qui a fourni un bien ou un service par suite d'une opération avec une personne liée, est réputé avoir reçu un montant au moins égal à la juste valeur marchande de ce bien ou ce service lorsque la contrepartie reçue pour ce bien ou ce service est inférieure à cette valeur ou lorsqu'il n'y a pas de contrepartie pour ce bien ou ce service.

«**8.4** L'exploitant qui, dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier, a déjà inclus ou déduit, directement ou indirectement, un montant, n'est pas tenu d'inclure de nouveau ce montant ni autorisé, selon le cas, à le déduire de nouveau, directement ou indirectement, à moins qu'il ne soit obligé ou autorisé par la présente loi expressément ou dans des termes dont s'infère nécessairement cette obligation ou autorisation.

«**8.5** Un montant visé aux sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 2° de l'article 8 ne comprend pas un montant qui est pris en compte dans le calcul d'une allocation visée aux sous-paragraphe *d* à *g* du paragraphe 2° de cet article.

«**8.6** Le montant que peut réclamer un exploitant à titre d'allocation pour amortissement en vertu du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2° de l'article 8, pour un exercice financier, est réduit du montant raisonnable de l'allocation qui se rapporte à la partie de

chaque bien qui est utilisé en partie, dans cet exercice financier, à des fins autres que l'exploitation minière. ».

10. L'intitulé de la section II du chapitre III de cette loi est remplacé par le suivant :

« ALLOCATION POUR AMORTISSEMENT ».

11. L'article 9 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **9.** Dans la présente section, on entend par :

« aliénation de biens » toute opération ou tout événement qui donne droit au produit de l'aliénation de biens ;

« biens de la première catégorie » un chemin, un bâtiment ou du matériel acheté avant le 1^{er} avril 1975 et effectivement utilisé dans l'exploitation minière ;

« biens de la seconde catégorie » un chemin, un bâtiment ou du matériel acheté après le 31 mars 1975 et avant le 13 mai 1994 et effectivement utilisé dans l'exploitation minière ;

« biens de la troisième catégorie » un chemin, un bâtiment, du matériel ou un bien de service acquis après le 12 mai 1994 et régulièrement utilisé dans l'exploitation minière ;

« partie non amortie du coût en capital » des biens d'une catégorie d'un exploitant, à un moment quelconque, l'excédent de :

1° l'ensemble des montants suivants :

a) l'ensemble des montants dont chacun représente le coût en capital pour lui de chaque bien de cette catégorie acquis avant ce moment ;

b) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé conformément au deuxième alinéa de l'article 10.2, à l'égard de cette catégorie, pour un exercice financier se terminant avant ce moment ;

c) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé conformément à l'article 10.3, à l'égard de cette catégorie, pour un exercice financier se terminant avant ce moment ;

d) l'ensemble des montants dont chacun est un montant d'aide gouvernementale, déterminé en tenant compte, s'il y a lieu, de

l'ajustement prévu à l'article 9.2, du coût en capital du bien de cette catégorie auquel se rapporte ce montant d'aide, que l'exploitant a remboursé, avant ce moment, en vertu d'une obligation de ce faire, après l'aliénation du bien et qui aurait été inclus dans le calcul du coût en capital de ce bien en vertu de l'article 9.1 si le remboursement avait été effectué avant l'aliénation; sur

2° l'ensemble des montants suivants:

a) l'ensemble des montants dont chacun est un montant accordé à l'exploitant à titre d'allocation pour dépréciation ou amortissement pour un exercice financier se terminant avant ce moment, à l'égard des biens de cette catégorie;

b) l'ensemble des montants dont chacun est un montant, lorsque l'exploitant a aliéné avant ce moment un bien de cette catégorie, qui est le moindre du produit de l'aliénation de ce bien, diminué de toutes les dépenses qu'il a faites ou engagées aux fins de l'aliénation, ou de son coût en capital;

c) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé conformément au deuxième alinéa de l'article 10.4, à l'égard de cette catégorie, pour un exercice financier se terminant avant ce moment;

d) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé conformément à l'article 10.5, à l'égard de cette catégorie, pour un exercice financier se terminant avant ce moment;

e) l'ensemble des montants dont chacun est un montant d'aide gouvernementale, déterminé en tenant compte, s'il y a lieu, de l'ajustement prévu à l'article 9.2, du coût en capital du bien de cette catégorie auquel se rapporte ce montant d'aide, que l'exploitant a reçu ou était en droit de recevoir avant ce moment et après l'aliénation du bien et qui aurait été inclus, en vertu de l'article 9.1, dans le montant de l'aide que l'exploitant a reçu ou était en droit de recevoir à l'égard du bien si ce montant avait été reçu avant l'aliénation du bien;

f) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé, pour un exercice financier se terminant avant le 13 mai 1994 et qui est appliqué en réduction de l'allocation pour dépréciation à l'égard d'un bien de cette catégorie, pour la partie de ce bien qui est utilisé en partie à des fins autres que l'exploitation minière;

g) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé pour un exercice financier se terminant avant ce moment, en vertu de l'article 8.6, et qui est appliqué en réduction de l'allocation pour amortissement à l'égard d'un bien de cette catégorie;

h) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déterminé à l'égard de cette catégorie conformément au paragraphe *c* de l'article 13, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994;

«produit de l'aliénation» d'un bien, en tenant compte des ajustements nécessaires en raison de l'application de l'article 9.2:

1° le prix de vente d'un bien aliéné;

2° une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié illégalement;

3° une indemnité pour un bien détruit et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance à l'égard de la perte ou de la destruction d'un bien;

4° une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié en vertu d'une loi ou à l'égard duquel elle a donné avis de son intention de se l'approprier ainsi;

5° une indemnité pour des actes ou omissions de la part d'une personne agissant ou non dans l'exercice d'un droit, en vertu d'une loi ou autrement, qui portent atteinte à un bien;

6° une indemnité pour dommages à un bien et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance couvrant de tels dommages, sauf dans la mesure où une telle indemnité ou un tel montant, selon le cas, est dépensé pour sa réparation dans un délai raisonnable après que les dommages ont été causés;

7° le montant par lequel la dette du propriétaire du bien envers un créancier est éteinte par suite du transfert du bien au créancier ou de la remise de la dette.

«9.1 Pour l'application de la présente loi, lorsqu'un exploitant a reçu ou est en droit de recevoir une aide gouvernementale à l'égard d'un bien ou pour l'acquisition d'un tel bien, le coût en capital du bien pour l'exploitant à un moment donné est réputé être l'excédent de l'ensemble du coût en capital du bien, déterminé sans qu'il ne soit tenu compte du présent article et de l'article 9.2, et du montant de l'aide, à l'égard du bien, remboursé par l'exploitant, en vertu d'une obligation de ce faire, avant l'aliénation du bien et avant le moment donné, sur le montant de l'aide que l'exploitant a reçu ou est en droit, avant le moment donné, de recevoir à l'égard du bien avant son aliénation.

«9.2 Pour l'application de la présente loi, à l'exception de l'article 21, lorsqu'un bien, dans le premier exercice financier au cours

duquel il est régulièrement utilisé par l'exploitant pour la première fois, est utilisé en partie dans le cadre de l'exploitation minière et en partie à une autre fin, le coût en capital du bien pour ce premier exercice financier et tout exercice financier ultérieur, est réputé être l'excédent du coût en capital du bien, déterminé sans qu'il ne soit tenu compte du présent article mais en tenant compte de l'article 9.1, s'il y a lieu, sur le montant qui est égal à la proportion de ce coût que représente, par rapport à l'usage total du bien, l'usage du bien à une autre fin. ».

12. L'article 10 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **10.** Sous réserve de l'article 14, le montant qu'un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour amortissement dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier, en vertu du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2° de l'article 8, à l'égard de biens d'une catégorie, ne doit pas excéder le moindre des montants suivants:

1° la partie du coût en capital des biens de cette catégorie, pour cet exercice financier;

2° la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie, avant toute déduction en vertu de ce sous-paragraphe *d*, à la fin de l'exercice financier;

3° lorsque l'exploitant n'est plus propriétaire de biens de cette catégorie à la fin de l'exercice financier, zéro.

« **10.1** La partie du coût en capital visée à l'article 10, pour un exercice financier, est égale au montant obtenu en appliquant à l'égard des biens d'une catégorie, acquis avant la fin de l'exercice financier, le pourcentage suivant:

1° 15 % de l'ensemble des montants dont chacun représente le coût en capital de chaque bien de la première catégorie, sauf si ce coût en capital a été alloué en entier en vertu de l'article 10, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994;

2° 30 % de l'ensemble des montants dont chacun représente le coût en capital de chaque bien de la seconde catégorie, sauf si ce coût en capital a été alloué en entier en vertu de l'article 10, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994;

3° 100 % de l'ensemble des montants dont chacun représente le coût en capital de chaque bien de la troisième catégorie.

« **10.2** Le montant que doit inclure un exploitant dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier donné, en vertu du

sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° de l'article 8, à l'égard de la première catégorie ou de la seconde catégorie, est la proportion du montant déterminé au deuxième alinéa que représente, par rapport à l'usage total dans l'exercice financier donné des biens de la catégorie, l'usage de ces biens aux fins de l'exploitation minière de l'exploitant pour cet exercice financier.

Le montant auquel réfère le premier alinéa est l'excédent de l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *h* du paragraphe 2° de la définition de l'expression « partie non amortie du coût en capital » prévue à l'article 9, à l'égard de la catégorie, sur l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *d* du paragraphe 1° de la définition de cette expression.

« **10.3** Le montant que doit inclure un exploitant dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier donné, en vertu du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° de l'article 8, à l'égard de la troisième catégorie, est l'excédent de l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *h* du paragraphe 2° de la définition de l'expression « partie non amortie du coût en capital » prévue à l'article 9, à l'égard de cette catégorie, sur l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *d* du paragraphe 1° de la définition de cette expression.

« **10.4** Pour l'application du sous-paragraphe *i* du paragraphe 2° de l'article 8, lorsqu'un exploitant n'est plus, à la fin d'un exercice financier donné, propriétaire de biens de la première catégorie ou de la seconde catégorie, le montant qu'il doit déduire, dans le calcul de son profit annuel pour cet exercice financier donné, à l'égard de la catégorie, est la proportion du montant déterminé au deuxième alinéa que représente, par rapport à l'usage total des biens de la catégorie dans l'exercice financier donné, l'usage de ces biens aux fins de l'exploitation minière de l'exploitant pour cet exercice financier.

Le montant auquel réfère le premier alinéa est l'excédent de l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *d* du paragraphe 1° de la définition de l'expression « partie non amortie du coût en capital » prévue à l'article 9, à l'égard de la catégorie, sur l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *h* du paragraphe 2° de la définition de cette expression.

« **10.5** Pour l'application du sous-paragraphe *i* du paragraphe 2° de l'article 8, lorsqu'un exploitant n'est plus, à la fin d'un exercice financier donné, propriétaire de biens de la troisième catégorie, le montant qu'il doit déduire, dans le calcul de son profit annuel pour cet exercice financier donné, à l'égard de cette catégorie, est l'excédent de l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *d* du

paragraphe 1° de la définition de l'expression «partie non amortie du coût en capital» prévue à l'article 9, à l'égard de la catégorie, sur l'ensemble des montants visés aux sous-paragraphe *a* à *h* du paragraphe 2° de la définition de cette expression. ».

13. Les articles 11 à 13 de cette loi sont abrogés.

14. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **14.** Lorsque l'exercice financier d'un exploitant comprend moins de 12 mois, l'allocation pour amortissement ne peut excéder la proportion du montant maximal admissible en vertu de l'article 10 que représente, par rapport à 365, le nombre de jours dans cet exercice financier. ».

15. L'article 15 de cette loi est abrogé.

16. 1. La section III du chapitre III de cette loi est remplacée par la suivante:

« SECTION III

« ALLOCATION POUR EXPLORATION, MISE EN VALEUR ET AMÉNAGEMENT MINIER

« **16.** Le montant qu'un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour exploration, mise en valeur et aménagement minier dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier, en vertu du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2° de l'article 8, ne doit pas excéder les frais cumulatifs d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier à la fin de cet exercice financier.

« **16.1** Les frais cumulatifs d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier, à un moment quelconque, sont l'excédent de:

1° l'ensemble des montants suivants:

a) sous réserve du paragraphe *c* de l'article 27, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, l'ensemble des montants dont chacun représente des frais admissibles visés aux paragraphes *m* ou *n* de l'article 8, tels qu'ils se lisaient avant le 13 mai 1994, et engagés par l'exploitant après le 31 décembre 1964;

b) sous réserve des articles 16.2 à 16.6, l'ensemble des montants dont chacun représente des frais admissibles engagés par l'exploitant,

après le 12 mai 1994 et avant ce moment, à l'égard de travaux d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier effectués dans le cadre de l'exploitation minière de l'exploitant;

c) l'ensemble des montants dont chacun est un montant que l'exploitant a remboursé avant ce moment, conformément à une obligation de rembourser en totalité ou en partie une aide gouvernementale qui se rapporte à un montant visé aux sous-paragraphes *a* ou *b*; sur

2° l'ensemble des montants suivants:

a) l'ensemble des montants dont chacun est un montant accordé à l'exploitant à titre d'allocation pour développement, en vertu du paragraphe *o* de l'article 8, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier se terminant avant le 13 mai 1994;

b) l'ensemble des montants dont chacun est un montant déduit par l'exploitant, en vertu des paragraphes *m* ou *n* de l'article 8, tels qu'ils se lisaient avant le 13 mai 1994, dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier se terminant avant le 13 mai 1994;

c) l'ensemble des montants dont chacun est un montant accordé à l'exploitant, pour un exercice financier se terminant après le 12 mai 1994 et avant ce moment, à titre d'allocation pour exploration, mise en valeur et aménagement minier, en vertu du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2° de l'article 8;

d) l'ensemble des montants dont chacun est un montant d'aide gouvernementale qui se rapporte à un montant visé aux sous-paragraphes *a* ou *b* du paragraphe 1°, que l'exploitant a reçu ou était en droit de recevoir avant ce moment.

« **16.2** Pour l'application des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1, des frais ne sont admissibles que si l'exploitant a déclaré ces frais comme étant admissibles, au plus tard à la date à laquelle il doit au plus tard produire une déclaration, conformément à l'article 36:

1° pour son premier exercice financier débutant après le 12 mai 1994, lorsque les frais sont engagés avant le 13 mai 1994;

2° pour l'exercice financier suivant celui dans lequel les frais sont engagés, lorsque les frais sont engagés après le 12 mai 1994.

« **16.3** Un montant visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1 ne comprend pas un montant représentant:

1° le coût en capital d'un bien qui est pris en compte dans la détermination de la partie non amortie du coût en capital visée à l'article 9;

2° une dépense générale et administrative reliée aux travaux d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier, et qui est, par ailleurs, déductible en vertu de l'article 8;

3° le coût d'acquisition d'une propriété minière, ou d'un intérêt dans celle-ci, le paiement d'option d'achat, les frais de jalonnement et les frais d'arpentage relatifs à la délimitation de cette propriété, ainsi que les frais, droits et loyers payés à l'égard d'un droit réel immobilier visé à l'article 8 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1).

« **16.4** Lorsqu'une action du capital-actions d'un exploitant est émise en faveur d'une personne autre qu'une corporation, conformément à une entente écrite conclue entre cette personne et l'exploitant, en vertu de laquelle ce dernier a convenu d'engager des frais à l'égard de travaux d'exploration, de mise en valeur ou d'aménagement minier, qui seraient des frais visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1, et de renoncer, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), en faveur de cette personne à un montant, qui n'excède pas la contrepartie reçue par l'exploitant pour l'action, relatif aux frais ainsi engagés par ce dernier, les frais auxquels le montant se rapporte sont réputés, à compter du jour où ces frais sont engagés, ne jamais avoir été de tels frais engagés par l'exploitant.

« **16.5** Lorsqu'une action du capital-actions d'un exploitant est émise en faveur d'une société, conformément à une entente écrite conclue entre cette société et l'exploitant, en vertu de laquelle ce dernier a convenu d'engager des frais à l'égard de travaux d'exploration, de mise en valeur ou d'aménagement minier, qui seraient des frais visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1, et de renoncer, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), en faveur de cette société à un montant, qui n'excède pas la contrepartie reçue par l'exploitant pour l'action, relatif aux frais ainsi engagés par ce dernier, les frais qui se rapportent à la partie ou à la totalité du montant qui fait l'objet de la renonciation et que la société attribue à chacun de ses membres qui n'est pas une corporation sont réputés, à compter du jour où ces frais sont engagés, ne jamais avoir été de tels frais engagés par l'exploitant.

« **16.6** Lorsqu'un exploitant est une société qui engage des frais à l'égard de travaux d'exploration, de mise en valeur ou d'aménagement minier, qui seraient des frais visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1, les frais qui se

rapportent à la part, décrite au paragraphe *d* de l'article 395 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), qui est attribuée à chacun des membres de l'exploitant qui n'est pas une corporation, sont réputés, à compter du jour où ces frais sont engagés, ne jamais avoir été de tels frais engagés par l'exploitant. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994. Toutefois, lorsqu'il édicte les articles 16.4 et 16.5 de la Loi concernant les droits sur les mines, il s'applique à des frais engagés après le 12 mai 1994 et financés à même le produit d'une action accréditive émise après le 12 mai 1994 en faveur d'une personne ou d'une société, selon le cas.

17. L'article 17 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **17.** Sous réserve des articles 17.1 et 19, un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour investissement, pour un exercice financier, 33 1/3 % de l'excédent des dépenses décrites à l'article 18 et engagées durant la période commençant le 1^{er} avril 1975 et se terminant le 12 mai 1994, sur les dépenses à l'égard desquelles une allocation pour investissement a été réclamée par l'exploitant pour les exercices financiers précédents.

« **17.1** Un exploitant ne peut déduire un montant à titre d'allocation pour investissement pour un exercice financier qui suit le cinquième exercice financier se terminant après le 12 mai 1994. ».

18. L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **19.** L'allocation visée à l'article 17 pour un exercice financier ne doit pas excéder 33 1/3 % du profit annuel pour cet exercice financier, déterminé sans tenir compte de cette allocation, de l'allocation additionnelle pour exploration et de l'allocation pour traitement visées aux sous-paragraphe *f* à *h* du paragraphe 2^o de l'article 8. ».

19. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 19, de ce qui suit :

« SECTION IV.1

« ALLOCATION ADDITIONNELLE POUR EXPLORATION

« **19.1** Le montant qu'un exploitant peut déduire à titre d'allocation additionnelle pour exploration dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier, en vertu du sous-paragraphe *g* du paragraphe 2^o de l'article 8, ne doit pas excéder, à la fin de cet exercice

financier, 50 % du moindre des frais cumulatifs d'exploration ou du plafond annuel des frais d'exploration.

« **19.2** Les frais cumulatifs d'exploration d'un exploitant, à un moment quelconque, correspondent à l'excédent de :

1° l'ensemble des montants suivants :

a) sous réserve des articles 19.4 à 19.7, l'ensemble des montants dont chacun représente des frais engagés par l'exploitant après le 12 mai 1994 et avant ce moment, à l'égard de travaux d'exploration ou de forage carottier souterrain réalisés au Québec, lorsque les substances minérales, qui font l'objet de ces travaux, font partie du domaine public et lorsque ces travaux sont effectués, dans le cadre de l'exploitation minière de l'exploitant :

i. à l'extérieur d'un terrain qui fait l'objet d'un bail minier ou d'une concession minière, exécutés avant qu'il n'y ait extraction de minerai ;

ii. sur un terrain qui fait l'objet d'un bail minier ou d'une concession minière, sauf si ce terrain fait ou a fait l'objet d'une extraction de minerai au cours des cinq exercices financiers qui précèdent ce moment ;

b) l'ensemble des montants dont chacun est un montant que l'exploitant a remboursé avant ce moment, conformément à une obligation de rembourser en totalité ou en partie une aide gouvernementale qui se rapporte à des frais visés au sous-paragraphe a ; sur

2° l'ensemble des montants suivants :

a) l'ensemble des montants dont chacun représente le double d'un montant accordé à un exploitant, dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier prenant fin avant ce moment, à titre d'allocation additionnelle pour exploration, en vertu du sous-paragraphe g du paragraphe 2° de l'article 8 ;

b) l'ensemble des montants dont chacun représente un montant d'aide gouvernementale qui se rapporte à un montant visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1°, que l'exploitant a reçu ou était en droit de recevoir avant ce moment.

« **19.3** Le plafond annuel des frais d'exploration pour un exercice financier est le montant correspondant au profit annuel pour cet

exercice financier calculé sans tenir compte de l'allocation additionnelle pour exploration et de l'allocation pour traitement visées aux sous-paragraphe *g* et *h* du paragraphe 2° de l'article 8.

« **19.4** Un montant visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 19.2 ne comprend pas un montant représentant :

1° le coût en capital d'un bien qui est pris en compte dans la détermination de la partie non amortie du coût en capital visée à l'article 9;

2° une dépense générale et administrative reliée aux travaux d'exploration et au forage carottier souterrain réalisés au Québec, et qui est, par ailleurs, déductible en vertu de l'article 8;

3° le coût d'acquisition d'une propriété minière, ou d'un intérêt dans celle-ci, le paiement d'option d'achat, les frais de jalonnement et les frais d'arpentage relatifs à la délimitation de cette propriété, ainsi que les frais, droits et loyers payés à l'égard d'un droit réel immobilier visé à l'article 8 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1).

« **19.5** Lorsqu'une action du capital-actions d'un exploitant est émise en faveur d'une personne autre qu'une corporation, conformément à une entente écrite conclue entre cette personne et l'exploitant, en vertu de laquelle ce dernier a convenu d'engager des frais à l'égard de travaux d'exploration ou de forage carottier souterrain réalisés au Québec, qui seraient des frais visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 19.2, et de renoncer, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), en faveur de cette personne à un montant, qui n'excède pas la contrepartie reçue par l'exploitant pour l'action, relatif aux frais ainsi engagés par ce dernier, les frais auxquels le montant se rapporte sont réputés, à compter du jour où ces frais sont engagés, ne jamais avoir été de tels frais engagés par l'exploitant.

« **19.6** Lorsqu'une action du capital-actions d'un exploitant est émise en faveur d'une société, conformément à une entente écrite conclue entre cette société et l'exploitant, en vertu de laquelle ce dernier a convenu d'engager des frais à l'égard de travaux d'exploration ou de forage carottier souterrain réalisés au Québec, qui seraient des frais visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 19.2, et de renoncer, en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), en faveur de cette société à un montant, qui n'excède pas la contrepartie reçue par l'exploitant pour l'action, relatif aux frais ainsi engagés par ce dernier, les frais qui se rapportent à une partie ou à la totalité du montant qui fait l'objet de la renonciation et que la société attribue à chacun de ses membres qui n'est pas une

corporation sont réputés, à compter du jour où ces frais sont engagés, ne jamais avoir été de tels frais engagés par l'exploitant.

« **19.7** Lorsqu'un exploitant est une société qui engage des frais à l'égard de travaux d'exploration ou de forage carottier souterrain réalisés au Québec, qui seraient des frais visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 19.2, les frais qui se rapportent à la part, décrite au paragraphe *d* de l'article 395 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), qui est attribuée à chacun des membres de l'exploitant qui n'est pas une corporation, sont réputés, à compter du jour où ces frais sont engagés, ne jamais avoir été de tels frais engagés par l'exploitant. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à des frais engagés après le 12 mai 1994. Toutefois, lorsqu'il édicte les articles 19.5 et 19.6 de la Loi concernant les droits sur les mines, il s'applique à des frais engagés après le 12 mai 1994 et financés à même le produit d'une action accréditive émise après le 12 mai 1994 en faveur d'une personne ou d'une société, selon le cas.

20. L'article 20 de cette loi est abrogé.

21. 1. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **21.** Sous réserve des articles 23, 23.1 et 25, le montant qu'un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour traitement dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier, en vertu du sous-paragraphe *h* du paragraphe 2° de l'article 8, ne doit pas excéder le moindre des montants suivants:

1° un montant qui est égal:

a) si l'exploitant ne fait ni fonte ni affinage, à 8 % du coût en capital pour lui de chaque bien qui est un élément d'actif utilisé dans le traitement au cours de l'exercice financier et qui est en sa possession à la fin de cet exercice financier;

b) si l'exploitant fait de la fonte ou de l'affinage, à l'ensemble des montants suivants:

i. 8 % du coût en capital de chaque bien visé au sous-paragraphe *a*, lorsque le bien est utilisé uniquement dans le traitement du minerai provenant d'une mine d'or ou d'argent;

ii. l'excédent de 15 % du coût en capital de chaque bien visé au sous-paragraphe *a*, lorsque le bien est utilisé dans le traitement de minerai autre que celui provenant d'une mine d'or ou d'argent, sur 7 % de la proportion du coût en capital du bien, lorsqu'il est utilisé aux fins

de la concentration, que représente, par rapport à la quantité totale de minerai dont le traitement a nécessité l'utilisation du bien, la quantité de minerai concentré par l'exploitant, qui n'est pas fondu ou affiné par lui et dont le traitement a nécessité l'utilisation du bien;

2° un montant représentant 65 % du profit annuel, pour cet exercice financier, déterminé avant la déduction à titre d'allocation pour traitement prévue au sous-paragraphe *h* du paragraphe 2° de l'article 8. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994. Toutefois, à l'égard d'un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, le minimum de 15 % du profit annuel pourra être réclamé dans la proportion que représente, par rapport au nombre de jours totaux compris dans cet exercice financier, le nombre de jours compris dans cet exercice financier jusqu'au 12 mai 1994.

22. L'article 22 de cette loi est abrogé.

23. L'article 23 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **23.** Lorsqu'un bien est utilisé dans un exercice financier à la fois pour le traitement de minerai et pour une autre fin, la partie du montant déterminé en vertu du paragraphe 1° de l'article 21 qui se rapporte à ce bien, est réduite d'un montant égal à la proportion de cette partie du montant, déterminée sans qu'il ne soit tenu compte du présent article et de l'article 23.1, que représente, par rapport à l'utilisation totale du bien pour cet exercice financier, l'utilisation du bien à une fin autre que le traitement de minerai pour cet exercice financier.

« **23.1** Lorsqu'un bien est utilisé dans un exercice financier pour le traitement de minerai dont la valeur réelle n'est pas prise en compte dans la détermination de la valeur brute de la production annuelle en vertu de l'article 6, la partie du montant déterminé en vertu du paragraphe 1° de l'article 21, sous réserve de l'article 23, qui se rapporte à ce bien, est réduite d'un montant égal à la proportion de cette partie du montant que représente, par rapport à la quantité totale de minerai traitée par l'exploitant dans cet exercice financier et dont le traitement a nécessité l'utilisation du bien, la partie de cette quantité de minerai traitée dont la valeur réelle n'est pas prise en compte dans la détermination de la valeur brute de la production annuelle, pour cet exercice financier. ».

24. L'article 24 de cette loi est abrogé.

25. L'article 25 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **25.** Lorsque l'exercice financier d'un exploitant comprend moins de 12 mois, le montant déterminé au paragraphe 1° de l'article 21 est réduit de la proportion de ce montant que représente, par rapport à 365, l'excédent de 365 sur le nombre de jours dans cet exercice financier. ».

26. L'article 26 et la section VI du chapitre III de cette loi sont abrogés.

27. 1. L'article 30 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **30.** Le montant qu'un exploitant doit payer, en vertu de l'article 5, à titre de droits payables pour un exercice financier, est égal à 12 % de son profit annuel pour cet exercice financier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve du paragraphe 3, à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994.

3. Lorsqu'un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 comprend cette date, l'article 30 de la Loi concernant les droits sur les mines, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit :

« **30.** Le montant qu'un exploitant doit payer, en vertu de l'article 5, à titre de droits payables pour l'exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, est égal à l'ensemble des montants suivants :

1° la proportion de 18 % du profit annuel pour cet exercice financier que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994 ;

2° la proportion de 12 % du profit annuel pour cet exercice financier que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice, le nombre de jours dans cet exercice qui suivent le 12 mai 1994. ».

28. 1. L'article 31 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve du paragraphe 3, à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994.

3. Lorsqu'un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 comprend cette date, l'article 31 de la Loi concernant les droits sur les mines, que le paragraphe 1 abroge, doit se lire comme suit :

«**31.** Le montant qu'un exploitant peut déduire des droits payables en vertu de l'article 5, à titre de crédit de droits, pour l'exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, ne doit pas excéder le moindre des montants suivants :

1° la proportion de 18 % du profit annuel pour cet exercice financier que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994 ;

2° la proportion de 90 000 \$ que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice financier, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994. ».

29. L'article 31.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**31.1** Un exploitant peut déduire de ses droits payables en vertu de l'article 5, pour un exercice financier donné qui n'est pas postérieur au troisième exercice financier qui suit l'exercice financier se terminant le 12 mai 1994 ou après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, un montant qui n'excède pas les 2/3 de l'ensemble des montants suivants :

1° l'ensemble des montants dont chacun représente, pour un exercice financier qui n'est pas antérieur au troisième exercice financier qui précède l'exercice financier donné, autre que l'exercice financier se terminant après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, l'excédent du montant déterminé au paragraphe *b* de l'article 31, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, sur le montant déduit à titre de crédit de droits en vertu de l'article 31, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, pour cet exercice financier, sauf dans la mesure où cet excédent a été pris en compte dans l'établissement du montant déduit de ses droits payables, en vertu du présent article, pour un exercice financier qui précède l'exercice financier donné ;

2° l'excédent de la proportion du montant déterminé au paragraphe *b* de l'article 31, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, que représente, par rapport au nombre de jours dans l'exercice financier se terminant après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994, sur la proportion de 18 % du profit annuel pour cet exercice financier que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994, sauf dans la mesure où cet excédent a été pris en compte dans l'établissement du montant déduit de ses droits payables, en vertu du

présent article, pour un exercice financier qui précède l'exercice financier donné. ».

30. 1. L'article 31.2 de cette loi est abrogé.

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve du paragraphe 3, à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994.

3. Lorsqu'un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 comprend cette date, l'article 31.2 de la Loi concernant les droits sur les mines, que le paragraphe 1 abroge, doit se lire comme suit :

« **31.2** Lorsque l'exercice financier d'un exploitant se terminant après le 12 mai 1994 comprend cette date et est inférieur à 12 mois, le montant déterminé en vertu du paragraphe 2° de l'article 31 pour cet exercice financier est réduit de la proportion de ce montant que représente, par rapport à 365, l'excédent de 365 sur le nombre de jours dans cet exercice financier. ».

31. 1. L'article 32 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **32.** Un exploitant qui subit une perte annuelle dans un exercice financier peut réclamer, au plus tard à la date à laquelle il doit au plus tard produire sa déclaration en vertu de l'article 36 pour cet exercice financier, un montant, à titre de crédit de droits remboursable pour perte, qui ne doit pas excéder :

1° pour un exercice financier qui se termine avant le 13 mai 1994, 18 % du moindre des montants suivants :

a) la perte annuelle pour cet exercice financier;

b) l'ensemble des montants suivants :

i. sous réserve du paragraphe c de l'article 27, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, l'ensemble des montants dont chacun représente un montant déduit pour cet exercice financier, en vertu des paragraphes m ou n de l'article 8, tels qu'ils se lisaient avant le 13 mai 1994, à titre de frais d'exploration minière et de mise en valeur engagés après le 23 avril 1985 par un exploitant pour des travaux effectués au Québec, à l'exception de frais engagés pour des travaux effectués à l'égard de l'exploitation de substances minérales de surface, telles que définies à l'article 1 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1), et de l'exploitation des substances minérales dont le droit a été abandonné au propriétaire du sol tel que mentionné à l'article 5 de cette loi;

ii. le montant déduit par l'exploitant pour cet exercice financier, à l'égard d'un bien effectivement utilisé par lui au Québec, à titre d'allocation pour dépréciation en vertu du paragraphe *o* de l'article 8, tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, duquel montant est retranchée la partie de celui-ci qui se rapporte aux biens acquis avant le 24 avril 1985;

2° pour un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994, 12 % du moindre des montants suivants :

a) la perte annuelle ajustée pour cet exercice financier ;

b) l'ensemble des montants, sans toutefois excéder le montant déduit par l'exploitant en vertu du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2° de l'article 8, dans le calcul de son profit annuel pour cet exercice financier, dont chacun représente l'excédent des frais à l'égard de travaux d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier, engagés par l'exploitant pour l'exercice financier, dans le cadre de l'exploitation minière, sur le montant de l'aide gouvernementale, que l'exploitant a reçu ou était en droit de recevoir pour cet exercice financier et qui se rapporte à ces frais, et pourvu que ces frais, nonobstant l'article 16.2, aient été déclarés par l'exploitant comme étant admissibles, au plus tard à la date à laquelle il doit au plus tard produire sa déclaration, conformément à l'article 36, pour cet exercice financier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter du 12 mai 1994. Toutefois, lorsque l'article 32 de la Loi concernant les droits sur les mines, que le paragraphe 1 édicte, s'applique à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, il doit se lire comme suit :

« **32.** Un exploitant qui subit une perte annuelle dans l'exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, peut réclamer, au plus tard à la date à laquelle il doit au plus tard produire sa déclaration en vertu de l'article 36 pour cet exercice financier, un montant, à titre de crédit de droits remboursable pour perte, qui ne doit pas excéder le moindre des montants suivants :

1° l'ensemble des montants suivants :

a) la proportion de 18 % de la perte annuelle pour cet exercice financier que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994 ;

b) 12 % de la perte annuelle ajustée pour cet exercice financier ;

2° l'ensemble des montants suivants:

a) 18 % de l'ensemble des montants dont chacun représente un montant déduit à titre de frais d'exploration minière et de mise en valeur engagés au cours de l'exercice financier et avant le 13 mai 1994 par un exploitant pour des travaux effectués au Québec, à l'exception de frais engagés pour des travaux effectués à l'égard de l'exploitation de substances minérales de surface, telles que définies à l'article 1 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1), et de l'exploitation des substances minérales dont le droit a été abandonné au propriétaire du sol en vertu de l'article 5 de cette loi;

b) la proportion de 18 % du montant visé au sous-paragraphe d du paragraphe 2° de l'article 8 pour cet exercice financier, qui se rapporte à un bien effectivement utilisé par l'exploitant au Québec, duquel montant est retranchée la partie de celui-ci qui se rapporte aux biens de la troisième catégorie ainsi qu'aux biens acquis avant le 24 avril 1985, que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice, le nombre de jours dans cet exercice qui précèdent le 13 mai 1994;

c) la proportion de 12 % de l'ensemble des montants, sans toutefois excéder l'excédent du montant déduit par l'exploitant en vertu du sous-paragraphe e du paragraphe 2° de l'article 8 sur les frais visés au sous-paragraphe a, dans le calcul de son profit annuel pour cet exercice financier, dont chacun représente l'excédent des frais à l'égard de travaux d'exploration, de mise en valeur et d'aménagement minier, engagés après le 12 mai 1994 par l'exploitant pour l'exercice financier, dans le cadre de l'exploitation minière, sur le montant de l'aide gouvernementale, que l'exploitant a reçu ou était en droit de recevoir pour cet exercice financier et qui se rapporte à ces frais, et pourvu que ces frais, nonobstant l'article 16.2, aient été déclarés par l'exploitant comme étant admissibles, au plus tard à la date à laquelle il doit au plus tard produire sa déclaration, conformément à l'article 36, pour cet exercice financier. ».

32. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant:

« **32.0.1** Pour l'application du sous-paragraphe a du paragraphe 2° de l'article 32, la perte annuelle ajustée d'un exploitant pour un exercice financier est l'excédent de la perte annuelle, pour cet exercice financier, sur le moindre des montants suivants:

1° le montant déterminé en vertu de l'article 21, pour cet exercice financier, comme si cet article se lisait sans tenir compte de son paragraphe 2°; ou

2° 65 % de la perte annuelle subie par l'exploitant, pour cet exercice financier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve du paragraphe 3, à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994.

3. Lorsqu'un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 comprend cette date, l'article 32.0.1 de la Loi concernant les droits sur les mines, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit :

« **32.0.1** Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 32, la perte annuelle ajustée d'un exploitant pour l'exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, est l'excédent de la proportion de la perte annuelle, pour cet exercice financier, que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice financier, le nombre de jours dans cet exercice financier qui suivent le 12 mai 1994, sur le moindre des montants suivants :

1° la proportion du montant déterminé en vertu de l'article 21, pour cet exercice financier, comme si cet article se lisait sans tenir compte de son paragraphe 2°, que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice financier, le nombre de jours dans cet exercice financier qui suivent le 12 mai 1994; ou

2° 65 % de la proportion de la perte annuelle subie par l'exploitant, pour cet exercice financier, que représente, par rapport au nombre de jours dans cet exercice financier, le nombre de jours dans cet exercice financier qui suivent le 12 mai 1994. ».

33. L'article 32.1 de cette loi est abrogé.

34. L'article 33 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **33.** Un exploitant peut déduire de ses droits payables en vertu de l'article 5 :

1° pour un exercice financier donné qui se termine avant le 13 mai 1994 :

a) 18 % de l'excédent de la perte annuelle pour un exercice financier, qui n'est pas antérieur au septième exercice financier qui précède l'exercice financier donné, sur le montant admissible, déterminé à l'article 32.1 tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, pour cet exercice financier ;

b) 18 % de l'excédent de la perte annuelle pour un exercice financier, qui n'est pas postérieur au troisième exercice financier qui suit l'exercice financier donné, sur le montant admissible, déterminé à l'article 32.1 tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, pour cet exercice financier, pour autant que l'exploitant indique dans sa déclaration, produite au plus tard le 12 mai 1994, son intention de déduire cet excédent de ses droits payables pour cet exercice financier donné;

2° pour un exercice financier donné qui se termine après le 12 mai 1994, 12 % de l'excédent de la perte annuelle pour un exercice financier se terminant avant le 13 mai 1994, qui n'est pas antérieur au septième exercice financier qui précède l'exercice financier donné, sur le montant admissible, déterminé à l'article 32.1 tel qu'il se lisait avant le 13 mai 1994, pour cet exercice financier. ».

35. 1. L'article 34 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**34.** Toute personne ou société tenue de produire une déclaration pour un exercice financier, en vertu des articles 36 ou 37, doit y indiquer l'ordre d'application des crédits déterminés en vertu des articles 31.1 et 33, pour cet exercice financier. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, sous réserve du paragraphe 3, à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994.

3. Lorsqu'un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 comprend cette date, l'article 34 de la Loi concernant les droits sur les mines, que le paragraphe 1 édicte, doit se lire comme suit:

«**34.** Toute personne tenue de produire une déclaration pour l'exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et qui comprend cette date, en vertu des articles 36 ou 37, doit appliquer le crédit déterminé en vertu de l'article 31, pour cet exercice financier, avant les crédits déterminés en vertu des articles 31.1 et 33, pour cet exercice financier, ainsi qu'indiquer l'ordre dans lequel elle entend appliquer ces deux derniers crédits. ».

36. La section V du chapitre V de cette loi est abrogée.

37. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant le chapitre VI, de ce qui suit:

«CHAPITRE V.1

«FUSION ET ACQUISITION D'ÉLÉMENTS D'ACTIF

«SECTION I

«FUSION

«**35.2** Lors d'une fusion, l'exercice financier de chacune des corporations remplacées, qui est un exploitant visé à l'article 5, est réputé se terminer immédiatement avant la fusion et le premier exercice financier de la nouvelle corporation est réputé débiter au moment de la fusion.

«**35.3** En raison d'une fusion visée à l'article 35.2 et aux fins d'un exercice financier se terminant après la fusion, les règles suivantes s'appliquent:

1° chaque bien de chaque catégorie décrite à l'article 9, qui appartient à chacune des corporations remplacées immédiatement avant la fusion, est réputé:

a) avoir été acquis par la nouvelle corporation au même moment que l'a acquis la corporation remplacée;

b) avoir un coût en capital pour la nouvelle corporation qui est celui pour la corporation remplacée;

2° chacun des montants déduits ou inclus dans la détermination de la partie non amortie du coût en capital des biens d'une catégorie d'une corporation remplacée, ainsi que chacun des montants qui auraient été déduits ou inclus par la corporation remplacée, dans la détermination de cette partie non amortie du coût en capital, pour le premier exercice financier se terminant après la fusion, en supposant qu'il y ait un tel exercice financier, sont réputés être des montants déduits ou inclus par la nouvelle corporation dans la détermination de la partie non amortie du coût en capital des biens d'une même catégorie;

3° chacun des montants engagés avant la fusion, par une corporation remplacée, à titre de frais visés au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 1° de l'article 16.1, ou accordés à la corporation remplacée à titre de déduction dans le calcul du profit annuel, en vertu des paragraphes *m*, *n* et *o* de l'article 8, tels qu'ils se lisaient avant le 13 mai 1994, ou en vertu du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2° de l'article 8, est réputé être un montant engagé par la nouvelle corporation ou un montant accordé en déduction à celle-ci, à ce titre;

4° chacun des montants qui est une dépense décrite à l'article 18 et qui est engagée par une corporation remplacée durant la période commençant le 1^{er} avril 1975 et se terminant le 12 mai 1994 ou une dépense à l'égard de laquelle une allocation pour investissement a été réclamée par la corporation remplacée, est réputé être, pour la nouvelle corporation, une dépense engagée ou une dépense à l'égard de laquelle une allocation pour investissement a été réclamée;

5° chacun des montants engagés avant la fusion, par une corporation remplacée, à l'égard de travaux d'exploration et de forage carottier souterrain réalisés au Québec et qui sont visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 19.2, ou accordés à la corporation remplacée à titre de déduction dans le calcul du profit annuel, en vertu du sous-paragraphe *g* du paragraphe 2° de l'article 8, est réputé être un montant engagé par la nouvelle corporation ou un montant accordé en déduction à celle-ci, à ce titre;

6° chacun des montants d'aide gouvernementale reçus ou à recevoir, ou remboursés en vertu d'une obligation de ce faire, par une corporation remplacée, avant la fusion, est réputé être un montant reçu ou à recevoir, ou remboursé à ce titre, par la nouvelle corporation;

7° pour l'application du chapitre V, les droits payables par une corporation remplacée et son profit annuel, pour un exercice financier, ou, selon le cas, sa perte annuelle pour cet exercice financier, sont réputés être les droits payables et le profit annuel, ou, selon le cas, la perte annuelle de la nouvelle corporation, et le crédit de droits, le crédit de droits reportable, le crédit de droits remboursable pour perte et le crédit de droits pour perte de la corporation remplacée sont réputés être de tels crédits pour la nouvelle corporation.

« SECTION II

« ACQUISITION D'ÉLÉMENTS D'ACTIF

« **35.4** Lorsqu'un exploitant, ci-après appelé « acquéreur », acquiert d'un autre exploitant, ci-après appelé « ancien propriétaire », auquel il est lié, un bien décrit à l'article 9, autrement que dans le cadre d'une fusion, les règles suivantes s'appliquent à un exercice financier se terminant après l'acquisition du bien :

1° le bien est réputé avoir été aliéné par l'ancien propriétaire pour un montant égal à la proportion de la partie non amortie du coût en capital de la catégorie comprenant le bien, déterminée immédiatement avant l'acquisition, que représente, par rapport à l'ensemble des montants dont chacun est le coût en capital de chaque bien de la catégorie, le coût en capital du bien pour l'ancien propriétaire;

2° sous réserve des paragraphes 3° et 4°, le bien est réputé avoir été acquis par l'acquéreur à un coût en capital égal au montant déterminé au paragraphe 1°;

3° pour l'application de l'article 21, le bien est réputé avoir un coût en capital pour l'acquéreur égal au coût en capital de ce bien pour l'ancien propriétaire;

4° lorsque le coût du bien pour l'acquéreur excède le coût en capital du bien pour l'ancien propriétaire immédiatement avant l'acquisition, le coût en capital du bien pour l'acquéreur est réputé être un montant égal au coût en capital du bien pour l'ancien propriétaire immédiatement avant ce moment;

5° pour l'application de la définition de l'expression « partie non amortie du coût en capital » prévue à l'article 9, lorsque le coût en capital du bien pour l'ancien propriétaire excède le montant déterminé au paragraphe 1°, le coût en capital du bien pour l'acquéreur est réputé être le coût en capital du bien pour l'ancien propriétaire et l'excédent est réputé avoir été accordé à l'acquéreur à titre d'allocation pour dépréciation ou amortissement à l'égard du bien pour les exercices financiers précédant l'acquisition du bien par lui.

« **35.5** Sous réserve de l'article 35.4, lorsqu'une personne ou une société reçoit à un moment donné un dividende payable en nature d'une personne et qui consiste en un bien décrit à l'article 9, elle est réputée, si elle est un exploitant, acquérir ce bien à un coût égal à sa juste valeur marchande à ce moment, et si la personne qui verse le dividende est un exploitant, elle est réputée au même moment avoir aliéné ce bien pour un produit égal à sa juste valeur marchande. ».

38. L'article 36 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **36.** Tout exploitant doit, dans les 6 mois qui suivent la fin de son exercice financier, transmettre au ministre une déclaration de son profit annuel ou de sa perte annuelle, au moyen du formulaire prescrit par le ministre, avec une copie des états financiers de l'entreprise et des annexes pertinentes.

Le ministre peut, lorsqu'il le juge approprié pour l'ensemble des exploitants, proroger le délai fixé pour la production des déclarations.

« **36.1** Toute personne ou société assujettie ou non au paiement de droits, qu'une déclaration ait déjà été produite ou non, doit, sur mise en demeure du ministre transmise sous pli recommandé ou certifié, ou signifiée à personne, transmettre au ministre une

déclaration au moyen du formulaire prescrit par le ministre, pour l'exercice financier et dans le délai qui sont mentionnés dans cette mise en demeure. ».

39. L'article 37 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin, des mots « pour cet exercice financier ».

40. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « calculer » par le mot « estimer ».

41. L'article 39 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **39.** Le ministre doit examiner la déclaration qui lui est transmise pour un exercice financier et déterminer d'une part, les droits payables pour l'exercice financier, les intérêts et les pénalités, le cas échéant, et, d'autre part le profit annuel, la perte annuelle, le crédit de droits, le crédit de droits reportable, la perte annuelle ajustée, le crédit de droits remboursable pour perte, et le crédit de droits pour perte le cas échéant. ».

42. 1. Les articles 43 à 43.2 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **43.** Le ministre peut déterminer de nouveau d'une part les droits, les intérêts et les pénalités le cas échéant, et, d'autre part le profit annuel, la perte annuelle, le crédit de droits, le crédit de droits reportable, le montant admissible, la perte annuelle ajustée, le crédit de droits remboursable pour perte et le crédit de droits pour perte le cas échéant et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire, selon le cas :

1° en tout temps, si l'exploitant ou la personne qui a produit la déclaration :

a) a fait une fausse représentation des faits par incurie ou par omission volontaire ou a commis une fraude en produisant la déclaration ou en fournissant un renseignement prévu par la présente loi ; ou

b) a adressé au ministre une renonciation au moyen du formulaire prescrit par le ministre, dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun droit n'est payable pour un exercice financier ;

2° dans les sept ans à compter du jour du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun droit n'est payable pour un exercice financier si l'exploitant :

a) a modifié la déclaration pour cet exercice financier conformément à l'article 43.2; ou

b) aurait modifié la déclaration pour cet exercice financier en vertu de l'article 43.2 si le délai prévu à cet article n'était pas expiré;

3° dans les quatre ans à compter du jour prévu au paragraphe 2°, dans tous les autres cas.

«**43.1** Lorsque le ministre a déterminé de nouveau les droits, les intérêts, les pénalités, le crédit de droits reportable et le crédit de droits pour perte en vertu du paragraphe 2° de l'article 43, l'exploitant peut s'opposer à la cotisation et interjeter appel auprès de la Cour du Québec conformément aux dispositions de la présente loi uniquement pour des motifs relatifs aux déductions prévues aux articles 31.1 et 33.

«**43.2** Un exploitant qui subit une perte annuelle au cours d'un exercice financier peut modifier la déclaration qu'il a produite pour un exercice financier antérieur uniquement pour réclamer ou modifier une déduction prévue à l'article 33 et pour modifier une déduction prévue à l'article 31.1, en faisant parvenir au ministre une réclamation au moyen du formulaire prescrit par le ministre avant le 12 mai 1994 et dans un délai de trois ans à compter du jour auquel ou avant lequel il était tenu de produire cette déclaration ou, s'il l'a produite avant le délai prévu par la loi, à compter de ce jour.

Le ministre détermine alors de nouveau les droits ainsi que les intérêts et les pénalités, le cas échéant, le crédit de droits reportable et le crédit de droits pour perte pour l'exercice financier antérieur et pour tout exercice financier pertinent qui ne lui est pas antérieur. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace l'article 43 de la Loi concernant les droits sur les mines, s'applique à l'égard d'une détermination, d'une nouvelle cotisation ou d'une cotisation supplémentaire établie ou faite après le 12 mai 1994 et, lorsqu'il remplace les articles 43.1 et 43.2 de cette loi, s'applique à l'égard d'une détermination établie après le 12 mai 1994.

43. L'article 46 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**46.** Tout exploitant assujetti aux droits en vertu de la présente loi doit payer, à l'égard de tout exercice financier débutant après le 31 mars 1981, au ministre:

1° les montants suivants:

a) au plus tard le dernier jour de chaque mois de l'exercice financier en cours, un montant égal à $1/12$ de ses droits estimés pour cet exercice financier conformément à l'article 38 ou de son premier acompte provisionnel de base, établi de la manière prévue à l'article 46.0.1, pour l'exercice financier; ou

b) au plus tard le dernier jour de chacun des deux premiers mois de l'exercice financier en cours, un montant égal à $1/12$ de son deuxième acompte provisionnel de base, établi de la manière prévue à l'article 46.0.2, pour l'exercice financier et, au plus tard le dernier jour de chacun des mois suivants de l'exercice financier, un montant égal à $1/10$ de l'excédent de son premier acompte provisionnel de base visé au sous-paragraphe a sur le montant calculé pour les deux premiers mois de l'exercice financier; et

2° au plus tard le dernier jour de la période se terminant deux mois après la fin de son exercice financier, le solde de ses droits estimés pour l'exercice financier conformément à l'article 38. ».

44. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, des suivants:

«**46.0.1** Pour l'application du sous-paragraphe a du paragraphe 1° de l'article 46, le premier acompte provisionnel de base d'un exploitant pour un exercice financier désigne la proportion de ses droits payables pour l'exercice financier précédent que représente le rapport entre 365 et le nombre de jours dans cet exercice financier.

«**46.0.2** Pour l'application du sous-paragraphe b du paragraphe 1° de l'article 46, le deuxième acompte provisionnel de base d'un exploitant pour un exercice financier désigne son premier acompte provisionnel de base pour l'exercice financier précédent.

«**46.0.3** Malgré l'article 46.0.1, lorsque l'exercice financier précédent d'un exploitant compte moins de 183 jours, son premier acompte provisionnel de base pour l'exercice financier est égal au plus élevé du montant déterminé en vertu de l'article 46.0.1 ou du montant qui y serait déterminé si l'exercice financier précédent référait au dernier exercice financier de l'exploitant qui comptait plus de 182 jours.

«**46.0.4** Malgré les articles 46.0.1 et 46.0.2, lorsqu'il s'agit du premier exercice financier d'une nouvelle corporation résultant d'une fusion au sens de l'article 1:

1° son premier acompte provisionnel de base pour l'exercice financier désigne l'ensemble de chaque montant qui serait le premier

acompte provisionnel de base d'une corporation remplacée pour l'exercice;

2° son deuxième acompte provisionnel de base pour l'exercice financier désigne l'ensemble de chaque premier acompte provisionnel de base d'une corporation remplacée pour son exercice financier précédant l'exercice.

«**46.0.5** Malgré les articles 46.0.1 et 46.0.3, lorsqu'il s'agit du deuxième exercice financier d'une nouvelle corporation visée à l'article 46.0.4 et que son exercice financier précédent compte moins de 183 jours, son premier acompte provisionnel de base pour l'exercice financier est égal au plus élevé du montant déterminé en vertu de l'article 46.0.1 ou de son premier acompte provisionnel de base pour son exercice financier précédent.

«**46.0.6** Pour l'application du paragraphe 1° de l'article 46.0.4, lorsque le dernier exercice financier d'une corporation remplacée compte moins de 183 jours, le premier acompte provisionnel de base pour le premier exercice financier de la nouvelle corporation est égal au plus élevé du montant déterminé en vertu de l'article 46.0.1 ou de son premier acompte provisionnel de base pour son exercice financier précédent. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il édicte les articles 46.0.1 à 46.0.3 de la Loi concernant les droits sur les mines, s'applique à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994 et, lorsqu'il édicte les articles 46.0.4 à 46.0.6 de cette loi, s'applique à un exercice financier qui débute après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

45. L'article 47 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**47.** Tout exploitant doit, avant le vingt et unième jour du mois suivant celui au cours duquel un avis de cotisation lui est expédié par la poste, payer au ministre les droits, intérêts et pénalités mentionnés sur cet avis et encore impayés, qu'une opposition ou un appel soit en cours ou non à l'égard de la cotisation.

«**47.1** Pour l'application du calcul des intérêts exigibles, lorsqu'un exploitant paie au ministre la totalité ou une partie du montant qu'il doit payer à la suite d'un avis de cotisation, la date de ce paiement est réputée être la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation si le paiement est fait avant le vingt et unième jour du mois qui suit celui au cours duquel l'avis de cotisation a été mis à la poste.

Il en va de même lorsque ce paiement se fait par la remise au ministre, avant le jour prévu au premier alinéa, d'un effet de commerce échéant avant ce jour. ».

46. L'article 49 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation » par les mots « avant le vingt et unième jour du mois suivant celui au cours duquel un avis de cotisation est expédié par la poste ».

47. 1. Les articles 50 à 52 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **50.** Lorsque la somme versée par un exploitant à titre de droits payables pour un exercice financier, à la date de l'expiration du délai accordé pour payer au ministre le solde de ses droits estimés pour l'exercice financier, est inférieure au montant des droits payables pour cet exercice, la personne tenue d'acquitter les droits doit payer un intérêt au taux fixé à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) sur la différence entre ces deux montants, pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour payer au ministre le solde des droits estimés jusqu'au jour du paiement ; si aucun montant n'a été versé par l'exploitant, cet intérêt est exigible sur le montant total des droits payables pour la même période.

« **51.** En plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 50, l'exploitant tenu de faire un versement en vertu de l'article 46 doit payer un intérêt, sur tout versement ou partie de versement qu'il n'a pas fait au plus tard à la date de l'expiration du délai accordé pour le faire, au taux fixé à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) pour la période s'étendant de cette date jusqu'au jour du versement ou jusqu'au jour auquel il devient redevable d'un intérêt en vertu de l'article 50, suivant le jour qui survient le premier.

« **52.** Pour l'application de l'article 51, l'exploitant tenu de faire un versement pour un exercice financier en vertu de l'article 46, est réputé avoir été redevable de versements basés sur celle des méthodes visées au paragraphe 1° de l'article 46 qui donne le montant le plus bas devant être payé au plus tard aux dates visées à ce paragraphe en se fondant sur :

1° ses droits estimés pour l'exercice en cours ou son premier acompte provisionnel de base au sens de l'article 46.0.1 pour l'exercice financier ; ou

2° son deuxième acompte provisionnel de base au sens de l'article 46.0.2 pour l'exercice financier et son premier acompte provisionnel de base pour l'exercice financier. ».

2. Le paragraphe 1, lorsqu'il remplace l'article 50 de la Loi concernant les droits sur les mines, s'applique à compter du 1^{er} juillet 1994 à l'égard des créances existant à cette date ou après cette date et, lorsqu'il remplace les articles 51 et 52 de cette loi, s'applique à compter du 1^{er} juillet 1994.

48. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 52, des suivants:

«**52.0.1** Malgré les articles 51 et 52, l'intérêt à payer par un exploitant en vertu de ces articles ne peut être supérieur à l'excédent de l'intérêt qui serait à payer par l'exploitant en vertu de ces articles s'il n'avait fait aucun versement, sur le montant obtenu en calculant, sur chaque versement fait par l'exploitant, un intérêt au taux fixé suivant l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) et capitalisé quotidiennement, pour la période s'étendant du jour du versement jusqu'au jour où l'exploitant doit au plus tard payer au ministre le solde de ses droits payables estimés ou le devrait s'il avait un tel solde.

«**52.0.2** Tout exploitant tenu de faire un versement en vertu de l'article 46 doit, en outre de l'intérêt à payer en vertu de l'article 51, payer un intérêt additionnel au taux de 10 % l'an, pour la période pour laquelle un intérêt est à payer en vertu de l'article 51, sur tout versement ou partie de versement qu'il n'a pas fait et qui est inférieur à 90 % du versement qu'il était tenu de faire.

«**52.0.3** Malgré l'article 52.0.2, l'intérêt à payer par un exploitant en vertu de cet article ne peut être supérieur à l'excédent de l'intérêt qui serait à payer par l'exploitant en vertu de cet article s'il n'avait fait aucun versement, sur le montant obtenu en calculant, sur chaque versement fait par l'exploitant, un intérêt de 10 % capitalisé quotidiennement, pour la période s'étendant du jour du versement jusqu'au jour où l'exploitant doit au plus tard payer au ministre le solde de ses droits payables estimés ou le devrait s'il avait un tel solde.

«**52.0.4** Les articles 28 et 28.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au calcul des intérêts pour l'application de la présente loi. ».

49. L'article 53 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «dans la forme prescrite» par les mots «au moyen du formulaire prescrit par le ministre».

50. L'article 54 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «sur une formule prescrite» par les mots «au moyen du formulaire prescrit par le ministre».

51. L'article 55 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot «exigibles» par le mot «payables» ;

2° par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, de tout ce qui suit le mot «pénalité» par les mots «de 50 % du montant dont il a ainsi éludé ou tenté d'éluder l'acquittement».

52. Le deuxième alinéa de l'article 58 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de la lettre «b» par le chiffre «2°».

53. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59, des suivants :

«**59.0.1** Le ministre peut déterminer qu'un remboursement dû à un exploitant par suite de l'application de la présente loi peut également être affecté au paiement de tout montant dont cet exploitant est débiteur en vertu d'une loi ou d'un programme dont l'application relève du ministre des Ressources naturelles.

Dans ce cas, le ministre :

1° effectue d'abord, s'il y a lieu, l'affectation prévue par le premier alinéa ;

2° informe ensuite l'exploitant du montant affecté à la dette existante ;

3° paie le solde du remboursement à l'exploitant qui y a droit ;

4° expédie à l'exploitant, qu'il reçoive ou non un tel paiement, un avis lui donnant le détail des sommes affectées.

«**59.0.2** Lorsqu'un exploitant qui est redevable d'un montant exigible en vertu de la présente loi est aussi créancier ou bénéficiaire d'un montant payable en vertu d'une loi ou d'un programme dont l'application relève du ministre des Ressources naturelles, celui-ci

peut alors affecter la totalité ou une partie de ce montant au paiement de la dette jusqu'à concurrence de cette dette. ».

54. 1. L'article 60 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant :

« **60.** Lorsqu'un montant payé en trop par un exploitant lui est remboursé ou affecté à une autre de ses obligations, un intérêt lui est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour de ce remboursement ou de cette affectation et commençant à la plus tardive des dates suivantes :

1° le jour où l'excédent a été payé à la suite d'un avis de cotisation ;

2° le quarante-sixième jour qui suit celui où l'excédent a été payé autrement que par suite d'un avis de cotisation ;

3° le quarante-sixième jour qui suit celui auquel ou avant lequel la déclaration qui fait l'objet du paiement en trop devait être produite en vertu de l'article 36 ;

4° le quarante-sixième jour qui suit celui où l'exploitant a produit en vertu de l'article 36 sa déclaration qui a fait l'objet du paiement en trop, sauf si cette déclaration a été produite au plus tard le jour auquel ou avant lequel elle devait être produite ;

5° dans le cas d'un excédent déterminé pour un exercice financier à la suite d'une demande de modification de la déclaration produite en vertu des articles 36, 36.1 et 37 pour cet exercice, le quarante-sixième jour qui suit celui où le ministre a reçu la demande écrite. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique :

a) à un remboursement ou à une affectation effectués par le ministre à la suite de l'examen d'une déclaration transmise après le 30 juin 1994 ;

b) à une demande de remboursement reçue après le 30 juin 1994.

55. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 60.2, du suivant :

« **60.3** Toute somme due à l'égard de la présente loi à titre de remboursement est incessible et insaisissable. ».

56. L'article 61 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « dans la forme prescrite » par les mots « au moyen du formulaire prescrit par le ministre ».

57. L'article 65 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, de la lettre « b » par le chiffre « 2° » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, de la lettre « c » par le chiffre « 3° ».

58. L'article 71 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « en la manière prescrite par règlement ».

59. L'article 74 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **74.** Quiconque est requis en vertu de la présente loi de tenir des registres et livres de comptes doit les conserver ainsi que les factures et toute autre pièce justificative à l'appui des renseignements qu'ils contiennent, pendant les quatre années qui suivent la date du premier avis de cotisation émis relativement à l'exercice financier qu'ils concernent.

« **74.1** Un exploitant visé dans la présente section qui a signifié un avis d'opposition à l'égard d'une cotisation ou est partie à un appel interjeté en vertu de la présente loi, doit conserver les registres, livres de comptes et pièces justificatives nécessaires à l'examen de l'opposition ou de l'appel jusqu'à l'expiration du délai d'appel ou jusqu'au prononcé du jugement sur cet appel et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de tout autre délai d'appel ou jusqu'au prononcé du jugement en disposant. ».

60. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 80, du suivant :

« **80.1** Lorsqu'une personne ne s'est pas conformée à une demande péremptoire à l'égard d'un renseignement ou d'un document, tout tribunal doit, sur requête du ministre, refuser le dépôt en preuve de ce renseignement ou de ce document à moins que la personne n'établisse que la demande était déraisonnable dans les circonstances. ».

61. Cette loi est modifiée par l'insertion, dans le chapitre VII, de ce qui suit :

«SECTION II.1

« RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

«**80.2** Sont confidentiels tous renseignements obtenus dans l'application de la présente loi. Il est interdit à toute personne exerçant ou ayant exercé une fonction au ministère des Ressources naturelles de faire usage d'un tel renseignement à une autre fin que l'application de la présente loi, de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.

Toutefois, un renseignement concernant l'exploitant peut, à sa demande écrite ou celle de son représentant autorisé, être communiqué à une personne ou un organisme désignés dans la demande.

«**80.3** Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) et sous réserve des articles 80.2, 80.4 et 80.5, nul n'a droit d'accès aux documents et renseignements obtenus dans l'application de la présente loi.

«**80.4** Pour l'application de l'article 80.2 et malgré l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), une personne mentionnée au deuxième alinéa a, dans la mesure prévue, le droit de prendre connaissance des renseignements obtenus dans l'application de la présente loi et le ministre peut les lui communiquer ou permettre qu'ils lui soient communiqués.

Ces personnes sont :

1° le Vérificateur général, à l'égard des vérifications et enquêtes nécessaires à l'exercice de ses fonctions ;

2° le ministre des Finances, à l'égard des renseignements qui sont nécessaires à l'évaluation et à la formulation de la politique fiscale du gouvernement.

Les renseignements ainsi obtenus ne peuvent être divulgués de quelque manière que ce soit.

«**80.5** Malgré les articles 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements

personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) et 80.2 de la présente loi, le ministre peut, conformément à la loi et sur une base de réciprocité, conclure avec un gouvernement au Canada une entente pour l'échange de renseignements ou de documents obtenus en vertu d'une loi qui impose des droits, redevances ou impôts.

«**80.6** Sous réserve de l'article 80.7 et malgré toute autre loi, dans le cas de procédures judiciaires, à l'exclusion de celles de droit criminel ou pénal, aucune personne exerçant ou ayant exercé une fonction au ministère des Ressources naturelles ne peut être assignée ni n'est autorisée à témoigner relativement à un renseignement visé à l'article 80.2 ou à produire un document renfermant un tel renseignement ou un document obtenu ou écrit par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi.

«**80.7** L'article 80.6 ne s'applique pas aux procédures opposant un exploitant au sous-ministre ni à un appel à la Commission de la fonction publique en vertu de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) ou à une autre procédure en matière de relations de travail opposant le Ministère à un de ses employés mais le ministre, le sous-ministre et les sous-ministres adjoints du ministère ne sont pas contraignables; toutefois, ils doivent, à la demande écrite d'une partie signifiée au moins 30 jours avant la date d'audition et précisant les faits sur lesquels un témoignage est requis, désigner un fonctionnaire ayant connaissance des faits pour témoigner.

Lorsque la Commission de la fonction publique, une autre instance en matière de relations de travail opposant le Ministère à un de ses employés ou une commission d'enquête constituée par le gouvernement oblige un fonctionnaire à témoigner devant elle, le témoignage et, le cas échéant, la production de documents ont lieu exclusivement à huis clos et ce témoignage et ces documents ne peuvent être mentionnés dans aucun document, rapport, note sténographique ou enregistrement de ces commissions ni pendant les autres séances publiques ou à huis clos de celles-ci. ».

62. Le deuxième alinéa de l'article 83 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin, des mots « , sauf à l'égard des intérêts sur le montant accordé, lesquels se calculent au taux fixé à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) et se capitalisent quotidiennement ».

63. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 83, du suivant:

«**83.1** Toute somme due en vertu de la présente loi constitue une dette pour l'exploitant et une créance en faveur du ministre.

Cette créance du ministre donne lieu à une hypothèque légale conformément à l'article 2724 du Code civil du Québec sur tous les biens du débiteur. ».

64. L'article 84 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **84.** Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 80.2 commet une infraction et est passible d'une amende d'au plus 5 000 \$. ».

65. L'article 85 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « dans la forme prescrite » par les mots « au moyen du formulaire prescrit par le ministre ».

66. Les articles 1 à 14, 17, 18, 20, 22 à 26, 29, 33, 36, 38 à 41, 43, 49 à 51, 56, 58, 59, 62 et 65 s'appliquent à un exercice financier qui se termine après le 12 mai 1994.

67. Les articles 45 et 46 s'appliquent à l'égard d'un avis de cotisation émis après le 30 juin 1994.

68. L'article 48 a effet depuis le 1^{er} juillet 1994.

69. L'article 52 s'applique à un remboursement effectué après le 12 mai 1994.

70. L'article 57 s'applique à l'égard d'une cotisation émise après le 12 mai 1994.

71. L'article 60 s'applique à toute demande effectuée après le 12 mai 1994.

72. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).